

# DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)  
Dir Etude Juridique et Ressources  
Documentaires

Pauline DANEU  
BP 737  
07007 Privas Cedex  
Tél : 04.75.66.77.66  
sejrd@ardeche.fr

## ARRÊTÉ n°2022-327

**portant délégation de signature à madame Catherine RAZE, directrice territoriale d'action sociale Nord**

**LE PRESIDENT,**

- VU** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 3221-3 ;
- VU** l'élection de monsieur Olivier AMRANE en qualité de Président du Conseil Départemental en date du 1er juillet 2021 ;
- VU** la délibération n°6.3.1 du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 donnant délégation de pouvoir à monsieur Olivier AMRANE ;
- VU** l'arrêté n°2022-222 du 29 mars 2022 portant organisation des services départementaux ;

**CONSIDERANT** que la signature s'entend indifféremment comme pouvant prendre une forme manuscrite ou électronique ;

**CONSIDERANT** que les délégations données à un subordonné sont de fait incluses dans le champ de délégation de ses supérieurs hiérarchiques ;

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services départementaux ;

**SUR** proposition de madame Marylène MONGALVY, directrice générale des services départementaux ;

# ARRETE

**Article 1** : Délégation directe et permanente est donnée à madame Catherine RAZE, directrice territoriale d'action sociale Nord, en qualité des fonctions qui lui sont conférées, pour signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, tous les documents entrant dans le cadre des attributions et des compétences liées à son affectation, dans la limite des pièces suivantes :

1) les correspondances courantes, dont les courriers et correspondances adressés aux responsables des exécutifs locaux (Maires, Présidents d'EPCI, de Région...), à l'exception des courriers qui engagent juridiquement, financièrement ou politiquement le Département (octroi subvention, ...), et à l'exception des courriers adressés aux membres du corps préfectoral et directeurs des services de l'Etat,

2) les états de dépenses et les états de recettes,

3) les actes préparatoires à la passation des marchés (avis de publication et consultations, PV d'ouverture des plis, demandes de renseignement complémentaire au candidat, échanges liés à la négociation, mise au point, rapport d'analyse des offres) dans la limite de 5000 € HT,

4) les courriers d'information aux candidats retenus, actes d'engagement, courrier d'attribution, notification et courriers de rejet aux candidats non retenus, dans la limite des seuils précités (à l'exception des réponses aux demande de communication des candidats non retenus),

5) les bons de commandes et marchés subséquents dans la limite des seuils précités,

6) les actes se rapportant à l'exécution de la commande publique (pénalités, opérations de réception, ordre de service emportant début arrêt ou reprise des prestations, ordre de service emportant prolongation des délais d'exécution, nantissement, sous-traitance) quel que soit le montant du marché,

7) actes modificatifs de la commande publique dans la limite des ordres de service (OS emportant début arrêt reprise des prestations, OS emportant prolongation des délais d'exécution et OS emportant modification des prix ou des prestations), quel que soit le montant du marché, et des avenants sans incidence financière,

8) les actes de gestion courante du personnel,

9) les dépôts de plainte,

10) les décisions afférentes aux mesures d'accompagnement social personnalisé (MASP) et accompagnement social lié au logement (ASLL),

11) les courriers informant de la décision d'attribution d'aides financières,

12) les décisions individuelles relatives à la gestion du RSA portant renouvellement de droits, attestation de droits et désignation du référent chargé de l'accompagnement et/ou du correspondant social ;

13) les refus d'agrément pour les assistants familiaux et maternels ;

14) les arrêtés portant suspensions d'agrément pour les assistants familiaux et maternels ;

15) les réponses aux recours gracieux.

**Article 2** : Le présent arrêté, qui prend effet à compter de sa publication, abroge tout arrêté de délégation de signature antérieur.

**Article 3** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Lyon de manière dématérialisée, via «Télérecours citoyen» accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4** : Madame la directrice générale des services départementaux est chargée de l'exécution du présent arrêté. Le présent arrêté fera l'objet d'une transmission au contrôle de légalité et d'une publication par voie dématérialisée au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Privas le 28/07/2022

Le Président,  
Monsieur Olivier AMRANE



Reçu à la Préfecture le 11/08/2022  
Affiché en l'Hôtel du département le 21/08/2022  
Identifiant de télétransmission : 200603